



PIERRE MOSCOVICI
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.economie.gouv.fr

Paris, le 3 mai 2013
N° 576

Pierre MOSCOVICI se félicite que la Commission européenne prenne en compte les risques sur la conjoncture économique et confirme le cap du sérieux budgétaire et des réformes

Pierre MOSCOVICI, ministre de l'Economie et des Finances, prend note des dernières prévisions de la Commission européenne. Malgré la dissipation des tensions financières et l'amélioration du contexte international, la zone euro devrait connaître en 2013 une nouvelle année de récession (-0,4 %) et de poussée du chômage. Aucun pays n'est épargné par la crise.

Pour la France, la Commission prévoit un taux de croissance de -0,1 % et un déficit public de 3,9 % du PIB en 2013 ; pour l'année 2014, la Commission prévoit une croissance de 1,1 % et un déficit public de 4,2 % du PIB, mais ce scénario n'intègre pas les mesures prévues dans le programme de stabilité présenté avec Bernard CAZENEUVE, ministre chargé du Budget, et qui seront votées lors de la loi de finances pour 2014 : économies de dépenses, réduction des niches fiscales, lutte contre la fraude fiscale...

Pour 2013, les écarts entre les prévisions de la Commission et les prévisions décrites dans le programme de stabilité du gouvernement (0,1 % de croissance et 3,7 % du PIB de déficit) ne sont pas significatifs, compte tenu des incertitudes qui les entourent. Pierre MOSCOVICI relève que la Commission reconnaît l'ampleur de l'effort d'ajustement réalisé par la France sur la période 2010-2013, qu'elle ne recommande pas d'adopter des mesures de redressement supplémentaires, et qu'elle souligne l'importance des réformes de structures engagées par le gouvernement.

Pour 2014, la prévision de déficit de la Commission repose sur une hypothèse de croissance de 1,1 % contre 1,2 % dans le programme de stabilité. Le gouvernement maintient le cap du sérieux budgétaire et des réformes, et confirme son objectif d'amélioration de ses comptes publics. En revanche, il réaffirme que les efforts de réduction des déficits ne doivent pas pénaliser la croissance.

C'est pourquoi Pierre MOSCOVICI se félicite que la Commission fasse, dans un contexte économique dégradé, du solde structurel l'objectif central de pilotage de la politique budgétaire, et propose de donner une flexibilité pour le calendrier de retour sous 3% pour mieux prendre en compte les risques sur la conjoncture économique.

Les prévisions de la Commission montrent l'importance d'une stratégie et de mesures en faveur de la croissance en Europe, comme la France le réclame depuis un an. Cela passe par l'accélération de la mise en œuvre des décisions du Conseil européen de juin 2012 et en particulier l'union bancaire. Cela suppose aussi une meilleure coordination des politiques économiques dans la zone euro, prenant mieux en compte la situation différenciée des pays et leurs marges de manœuvre, ainsi que la poursuite d'un agenda de réformes pour restaurer une capacité de croissance et de création d'emplois, notamment pour les jeunes.

Contacts presse :

Cabinet de Pierre MOSCOVICI :

Laurent FARY : 01.53.18.41.84 - laurent.fary@cabinets.finances.gouv.fr